



Ce collège qui n'a rien voulu voir

RESPONSABILITÉ Les proches de quatre victimes accusent le principal de l'établissement où était scolarisée Lindsay de « non-assistance à personne en danger »

Envoyée spéciale
Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais)

Sur les grilles vert foncé du collège Bracke-Desrousseaux à Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais), des roses et des tee-shirts blancs rendent hommage à Lindsay, « 13 ans pour toujours ». Garée le long du trottoir d'en face, une voiture de police se tient prête à intervenir. Jeudi midi, plusieurs parents attendent leur enfant à la sortie. « On ne sait jamais, souffle Mario. J'ai peur du monde autour. Ce qui s'est passé est tellement violent. »

Depuis l'effroi suscité par le suicide de Lindsay le 12 mai, le collège d'à peine 600 élèves est sous les feux des projecteurs. Et des critiques. Les parents de Lindsay, Maïlys, Océane et Flavie, tous représentés par le même avocat, Pierre Debuissou, ont pointé la responsabilité du principal, Doris Wagon, certains dans des plaintes distinctes, pour « non-assistance à personne en danger ». Auprès des policiers de Lens, le père de Flavie souligne « l'inaction du principal et de son CPE qui, bien [qu'il les ait] avisés et même rencontrés, n'ont pas reçu les enfants ».

Dans une plainte déposée le 31 mai au nom de Betty Gervois, la mère de l'adolescente de 13 ans, M^e Debuissou dénonce « la passivité voulue et totale du directeur de l'établissement qui n'a pas protégé Lindsay au moment où elle était violemment prise à partie et agressée ». Début février, dans une lettre en forme d'appel au secours, l'adolescente faisait explicitement référence au principal « auprès de qui elle a cherché refuge et qui n'a rien voulu entendre », pointe l'avocat.

« La seule fois où il m'a reçue, appuie Betty Gervois, il m'a dit que c'était à moi de punir ma fille, en somme, de lui confisquer son téléphone. Je l'ai fait. J'ai vraiment tout essayé. » Après avoir découvert début février sous le matelas de sa fille une lettre où Lindsay prévoyait de mettre fin à ses jours, Betty demande à revoir le principal. « Il ne m'a même pas

parlé, déplore-t-elle aujourd'hui. C'est le CPE que j'ai vu... »

Pourtant, le programme pHARE, qui lutte contre le harcèlement scolaire, était déployé au collège Bracke-Desrousseaux depuis la rentrée 2022. Visiblement, beaucoup de professeurs étaient encore en formation. Lindsay avait été la cible de deux déchaînements de violence : l'un en septembre, qui avait été diffusé sur les réseaux sociaux, et un second, une bagarre, en février. « Après la bagarre de février, la première élève mise en cause a été exclue définitivement et ensuite nous n'avons pas eu de nouvelles du collège », s'est défendue la rectrice de l'académie de Lille, Valérie Cabuil, dans *La Voix du Nord*. Outre l'information judiciaire ouverte le 20 mai, une enquête administrative a été déclenchée afin d'éclaircir l'enchaînement de responsabilités ayant conduit au drame. Contactés par le JDD, ni l'académie ni le principal n'ont souhaité s'exprimer. La direction de

l'établissement ainsi que l'académie ont porté plainte à la suite d'appels malveillants, d'insultes, de menaces qu'ils subissent tous les jours depuis le drame. De leur côté, les quatre élèves mises en examen se terrent chez elles. « On ne les a pas revues au collège, remarque Tom, un copain de Djany, le petit ami de Lindsay. Elles sont confinées. »

Depuis l'éclatement de l'affaire, les plaintes affluent. Thierry Dran, procureur de Béthune, en a reçu « plusieurs dizaines », indique-t-il au JDD : « Du collège Bracke-Desrousseaux, mais aussi d'autres établissements aux alentours. » L'effet « boule de neige », poursuit le magistrat, d'une histoire devenue emblématique. Jeudi devant le collège, Lillie-Rose, Mila et Maellie, toutes en troisième, lancent : « Le harcèlement de Lindsay n'a pas été pris au sérieux. Comme si le collège n'imaginait pas qu'elle aurait pu faire ça. »

De sa douleur, Betty Gervois a fait un combat. Pour tenir, et surtout « empêcher que ça arrive à d'autres ». « L'Éducation nationale est tombée sur une guerrière ; je ne lâcherai rien », pose-t-elle, déterminée. Mercredi, Brigitte Macron lui a proposé de travailler avec elle pour mieux lutter contre

le harcèlement scolaire. Et, pourquoi pas, d'« être ambassadrice du programme pHARE ». Dimanche prochain, cette mère en lutte et ses proches organisent une marche blanche à Vendin-le-Vieil. Pour Lindsay, mais aussi tous les harcelés oubliés. ● P.R.

« L'Éducation nationale est tombée sur une guerrière ; je ne lâcherai rien »

La mère de Lindsay,
Betty Gervois